

II. Interprétations politiques de la crise des caricatures

Bien que les réactions aux « caricatures » aient été très variées et complexes, la crise a été présentée d'une manière extrêmement simpliste et culturaliste – en tant que conflit entre une Europe laïque, porte-drapeau des libertés, et une « culture » musulmane « arriérée ». Pour saisir le sens des nombreuses réactions aux caricatures, il faudrait étudier la manière dont le concept de culture a été utilisé dans chaque situation ; le contexte national des politiques migratoires discriminatoires, liées à la montée de la xénophobie dans plusieurs États européens et la nature de la résistance des États du Sud à la réforme politique et aux droits de l'homme qui les a amenés à exploiter la crise politiquement.

Les réactions aux caricatures se sont distinguées d'un pays à l'autre, reflétant les tensions locales, les attitudes des gouvernements et des groupes d'opposition légaux ou illégaux. Une typologie par pays peut être dressée à partir des positions des gouvernements ainsi que des groupes sociaux et politiques les plus influents, dans chacun des pays concernés. Nous avons choisi de regrouper les pays qui ont adopté des réactions similaires (même si des différences persistent entre eux). Il est également possible d'examiner la crise sous l'angle des courants politiques divers et de leur tendance à exploiter politiquement – ou pas – la religion. L'analyse des mouvements islamistes est pertinente dans ce cas. L'attitude des communautés immigrées en Europe s'avère particulièrement éclairante aussi. La réaction des communautés immigrées dans l'Union européenne reflète à quel point elles sont intégrées ; à quel point elles considèrent que leurs droits sont préservés ; à quel point elles se considèrent victimes de discrimination et de xénophobie, ainsi que le rôle qu'elles jouent dans leur pays de résidence et leur pays d'origine. Par ailleurs, l'ignorance et les perceptions négatives mutuelles divisent le nord et le sud de la Méditerranée. C'est pour cette raison qu'il faudrait étudier les perceptions négatives de part et d'autre de la Méditerranée, et examiner comment la crainte et l'ignorance de la culture et de la religion d'autrui ont contribué à créer des relations tendues entre le Nord et le Sud, durant la crise, voire en général.

Les réactions majeures

La présence d'importantes communautés immigrées et le degré de xénophobie des populations hôtes constituent un déterminant clé des réactions en Europe. L'analyse distingue *grosso modo* trois groupes de pays au sein de l'Union européenne : ceux qui comptent d'importantes communautés immigrées et où l'extrême droite a une présence importante, tels que les Pays-Bas et le Danemark ; ceux qui comptent un nombre encore plus important d'immigrés, mais où il n'existe pas de relations entre le gouvernement et l'extrême droite, tels que la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne ; et ceux qui ne comptent pas d'importantes communautés immigrées d'origine nord-africaine, tels que le Portugal. Les États non européens, comme la Turquie et les pays sud-méditerranéens, se distinguent par leur degré de proximité et d'interaction avec les politiques européennes internes, en raison de la présence de communautés immigrées en Europe. Ces pays se divisent en deux grandes catégories : les pays du Maghreb et la Turquie, qui entretiennent

des relations complexes avec l'Europe, d'une part, et les pays arabes du Moyen-Orient, dont les liens sont moins intenses avec l'Europe (à l'exception du Liban), d'autre part. Ne se sentant pas directement impliqué, le gouvernement israélien est resté en dehors de la polémique, bien que les médias aient souvent rappelé que les juifs étaient régulièrement victimes de propos antisémites dans la presse arabe. Parmi les autres facteurs explicatifs des attitudes différenciées de ces pays vis-à-vis de la crise des caricatures, il est à noter la nature des acteurs politiques et sociaux ; le contexte régional – qui a revêtu une importance significative au Moyen-Orient – et l'importance relative de la thématique de l'Islam politique ou séculariste, particulièrement présente dans le débat français. Les pays se divisent, à la lumière de ces facteurs, en 4 catégories générales :

Intolérance, nouvelle xénophobie et politiques anti-migratoires

La montée, depuis les années 1980, des mouvements anti-immigration a contribué à la création d'un climat d'intolérance à l'égard des immigrés dans plusieurs pays européens et au renforcement des stéréotypes et des préjugés envers les musulmans.

La première série de réactions a été ponctuée par d'influents courants xénophobes et anti-immigration. Même s'il y a eu des réactions dans tous les pays, elles ont été particulièrement prononcées dans les pays où l'extrême droite a une influence directe ou indirecte sur la politique gouvernementale. D'ailleurs certains courants politiques qui n'appartiennent pas à « l'extrême-droite » traditionnelle ont lancé une « croisade » contre l'islamisme politique, considéré comme le « nouvel ennemi ».

La montée, depuis les années 1980, des mouvements anti-immigration a contribué à la création d'un climat d'intolérance à l'égard des immigrés dans plusieurs pays européens et au renforcement des stéréotypes et des préjugés envers les musulmans. La crise peut être expliquée par la montée en puissance du Dansk Folkeparti, le parti populaire danois xénophobe et anti-immigration, qui soutient le gouvernement au Parlement, influence les politiques d'intégration – notamment vis-à-vis des immigrés de la seconde génération (appelés « les nouveaux Danois ») – et joue un rôle clé dans la diffusion de l'idée selon laquelle le Danemark constitue un État nation unifié culturellement et spirituellement. Les programmes politiques anti-immigration ont bénéficié, dans ce contexte, d'un soutien grandissant et sont devenus populaires étant donné la compétition inter-partisane. Ces politiques discriminatoires, adoptées par un pays traditionnellement tolérant, ont provoqué de fortes tensions entre l'extrême droite et les représentants de la majorité des communautés musulmanes, qui ont réagi contre les caricatures et contre l'absence de réaction de la part du gouvernement danois. Le gouvernement a soutenu la publication des caricatures au nom de la liberté d'expression et de l'enracinement profond de la liberté de presse au Danemark. Mais des douze caricatures publiées, deux au moins ont été manifestement xénophobes, suggérant que les musulmans sont des terroristes et contribuant par conséquent à la propagation du stéréotype du musulman violent, élément clé de l'islamophobie.

La crise a confirmé la méfiance de certains mouvements politiques à l'égard de l'Islam ainsi que leur conviction de l'existence d'une guerre totale contre la « Chrétienté et l'Occident ». Pour les secteurs anti-islamistes et anti-immigration, la crise a confirmé les thèses répandues en Europe selon lesquelles l'Islam et la

démocratie sont incompatibles ; les musulmans constituent une menace pour l'identité politique et culturelle des pays d'accueil ; l'islamisme menace la liberté d'expression et il est nécessaire de « défendre les valeurs et les libertés du monde occidental ».

Le discours xénophobe a été également propagé, en Italie, par l'organisation d'extrême droite, la Ligue du Nord. D'après cette organisation, la réaction aux caricatures a confirmé la thèse selon laquelle l'Islam est engagé dans une guerre totale contre la Chrétienté et l'« Occident ». La droite a prôné la limitation de l'immigration ; n'a pas différencié entre les islamistes modérés et les islamistes radicaux et a vraisemblablement accepté la notion de « choc » entre Islam et Chrétienté. La xénophobie a conduit à une réaction similaire aux Pays-Bas, où est né le premier mouvement politique qui considère que l'Islam et les immigrés musulmans constituent une menace aux « civilisations danoise et européenne » (le leader de ce mouvement, Pim Fortuyn, a été assassiné. Le réalisateur Theo van Gogh a connu le même sort, pour avoir contribué à la réalisation d'un programme télévisé visant à ridiculiser l'Islam).

A l'instar du Danemark, la crise aux Pays-Bas a été alimentée par ceux qui considèrent que la tolérance devrait être imposée à la société, voire aux individus qui ne veulent apparemment pas s'y soumettre (cf. le nouveau test de citoyenneté aux Pays-Bas, qui vérifie la capacité d'adaptation des candidats à la citoyenneté, à la gamme des comportements sociaux tolérés au Danemark, dont certains sont difficilement acceptés par les conservateurs). Un tel attachement au principe de la « tolérance » constitue en fait une forme d'intolérance, puisqu'il exclut toute prise en considération des objections soulevées par les communautés minoritaires. Le danger de la nouvelle xénophobie – qui est fondée sur la défense de l'identité culturelle d'une société donnée, y compris ses valeurs politiques – réside dans le fait qu'elle bénéficie, contrairement aux précédentes formes de xénophobie, du soutien des partis démocratiques.

Sécularisme, liberté d'expression et diversité

Les pays européens qui comptent d'importantes communautés immigrées et où les mouvements xénophobes n'ont pas eu d'influence significative durant la crise sur les politiques gouvernementales, tels la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne, ont adopté une position prudente et affirmé l'importance de la diversité et de la liberté d'expression (même si l'extrême droite a joui d'un certain succès en abordant fréquemment la question de l'immigration sous un angle négatif et sécuritaire). Certains gouvernements ont réagi rapidement à la publication des caricatures par des déclarations soulignant le principe de l'indépendance de la presse (certaines déclarations gouvernementales ont tenté d'atténuer cette position de principe, notamment dans le souci d'apaiser les sentiments de colère des communautés musulmanes). D'autres gouvernements ont exigé la poursuite des responsables de la publication de ces caricatures, préconisant l'élaboration de lois contre le blasphème de l'Islam et des autres religions et l'adoption d'une convention internationale limitant la critique de la religion.

En France, où il existe une forte tradition laïque et une importante communauté musulmane immigrée, le débat a porté sur la liberté de la presse, la laïcité et le blasphème, ainsi que sur la nécessité d'approfondir la connaissance de l'Islam en Europe. Les secteurs laïcs radicaux se sont mobilisés contre la menace que représente le fondamentalisme religieux et pour la défense de ce qui est appelé, en France, la conception républicaine de la société. Les laïcs radicaux s'étaient déjà attaqué, durant le débat sur le voile islamique, à l'émergence d'un « fondamentalisme religieux au sein de la communauté musulmane ». Ces mêmes arguments ont été réitérés durant la « crise des caricatures ». Les manifestations contre les caricatures ont été parfois considérées comme hostiles à la liberté d'expression. C'est pour cette raison, notamment, que de nombreux journaux ont republié les caricatures en France.

Compte tenu de la crise des banlieues et la perception grandissante de la fragmentation de la société française, le gouvernement et les principales forces politiques ont réagi très prudemment, en évitant de contrarier la communauté immigrée, bien qu'ils aient réaffirmé la laïcité de l'État français, porte-drapeau de la liberté d'expression. La réaction du gouvernement a reflété le souci de la France de ne pas être perçue comme l'ennemie des États à majorité musulmane de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Cette position prudente du gouvernement et des principaux partis politiques a été critiquée par les médias et les mouvements laïcs radicaux. En Italie, le gouvernement a tenté, de façon similaire, d'apaiser les tensions avec les membres radicaux des communautés musulmanes. Les politiciens des partis traditionnels ont mis l'accent sur la liberté d'expression, l'intégration des immigrés, la nécessité de distinguer entre les islamistes modérés et les islamistes radicaux et la coopération avec les pays du Moyen-Orient.

En Grande-Bretagne, la liberté d'expression a constitué l'argument majeur du discours tant de la gauche que de la droite, voire des médias, comme lors de l'affaire Rushdie. Le principe de la liberté d'expression a été habilement exploité par la presse en Grande-Bretagne, qui a parlé de la menace que représente la « vague » de l'immigration illégale pour l'homogénéité de la société britannique (une représentation de l'image de soi, chère à la droite) et pour la tolérance, qui constitue une valeur fondamentale. La liberté d'expression a occupé par conséquent le centre du débat. La communauté musulmane britannique a été confrontée, en fait, à un choix : affirmer son attachement à la liberté d'expression ou confirmer les accusations portées contre elle, à travers ses composantes les plus extrémistes. Les manifestations qui ont eu lieu dans les villes les plus importantes, et particulièrement à Londres, ont reflété le conflit intérieur – entre attachement et répugnance vis-à-vis des valeurs du pays d'accueil – qui existe au sein des communautés musulmanes. Les questions sous-jacentes du respect culturel et de la tolérance, ainsi que de l'hostilité ressentie par les communautés musulmanes avant la crise n'ont pas été abordées.

En Allemagne, les démocrates-chrétiens ont davantage mis l'accent sur la liberté de religion ainsi que la liberté d'exercer le culte religieux sans subir de discrimination ni de calomnie, tandis que les partis politiques plus sécularistes ont surtout mis l'accent sur les libertés d'expression et de presse, ainsi que sur le pluralisme. Mais étant donné la constitution d'un gouvernement de coalition démocrate chrétienne

et socialiste, les deux partis ont adopté des positions similaires, préconisant le dialogue « interculturel » et le respect des croyances dans un contexte de laïcité et de démocratie. Des actes de violence ont eu lieu à Kiel, au Nord de l'Allemagne, près de la frontière danoise, mais il demeure difficile de déterminer dans quelle mesure ils seront imputés aux caricatures, étant donné qu'ils pourraient être liés au contexte local. En fait, comme en Espagne, les sondages ont montré que 60% de la population a désapprouvé la publication des caricatures, perçue comme une tentative de discréditer la religion. Les mouvements libéraux et de gauche ont critiqué la prudence du gouvernement, considérant que la non-publication des caricatures en Allemagne constituait une atteinte à la liberté d'expression. Les médias ont rejeté, à une écrasante majorité, la thèse du « choc des civilisations », et ont établi des parallèles entre les réactions au Moyen-Orient et la crise palestinienne, la guerre en Irak et la « guerre contre la terreur ». Les organisations musulmanes ont émis des réponses réservées. L'Espagne a connu un débat similaire. Le gouvernement espagnol a tenté de limiter les tensions et de mettre fin à la manipulation politique des caricatures à laquelle se sont livrés les milieux anti-islamiques. Le gouvernement espagnol a voulu exercer une influence internationale, en publiant la lettre publique du chef du gouvernement et du premier ministre turc.

Dans les pays qui ne comptent pas d'importantes communautés musulmanes, le débat a principalement porté sur la liberté d'expression et ses limites. Le débat a revêtu un caractère général et n'a pas porté *stricto sensu* sur les relations entre « les valeurs européennes » et « l'Islam ». En fait, la majorité des pays européens ont eu tendance à éluder cette question. L'Union européenne a été critiquée pour avoir réagi trop tardivement, bien que ses déclarations aient été jugées adéquates par des organisations tant chrétiennes que musulmanes.

L'appel au dialogue

La troisième série de pays, incluant la Turquie et les pays du Maghreb, qui ont de fortes communautés émigrées en Europe, ont mis l'accent sur les questions de l'intolérance, de l'islamophobie et des politiques anti-immigration et ont tenté également d'apaiser les tensions et/ou de contenir la crise, en appelant à renforcer la compréhension mutuelle.

Lors de son discours de parrainage de l'Alliance des civilisations au Conseil européen de Strasbourg, le premier ministre turc a déclaré qu'« à l'instar de l'anti-sémitisme, l'anti-islamisme devrait être considéré comme un crime contre l'humanité ». Le gouvernement a ardemment critiqué les caricatures, non seulement pour ne pas froisser les sensibilités de la population turque, à majorité musulmane, mais surtout pour ne pas heurter les sensibilités du parti au pouvoir, l'Adalet ve Kakinma Partisi (AKP) et du noyau dur de son électorat. Il est à rappeler que l'AKP soutient le paradigme « civilisationnel » (en promouvant la coexistence pacifique). La crise a renforcé cette vision du monde, et ce que ce parti considère comme « l'anti-islamisme » grandissant de « l'Occident ». Le gouvernement a qualifié la publication des caricatures de « provocation occidentale ». Les médias islamiques – qu'ils soient modérés ou radicaux – ont adopté le paradigme civilisationnel, considérant que les caricatures reflétaient une

« À l'instar de l'anti-sémitisme, l'anti-islamisme devrait être considéré comme un crime contre l'humanité »

longue tradition d'« orientalisme » occidental. Ils ont aussi dénoncé le parallèle établi en Europe entre Islam et terrorisme. Ils ont lié la crise à la situation politique en Palestine, en Irak et en Afghanistan, avançant que les pays occidentaux continuaient de dominer et d'humilier le « monde islamique », et ceci depuis le XIX^{ème} siècle.

La réaction vis-à-vis de la crise des caricatures au Maroc a également été déterminée par l'existence d'importantes communautés immigrées en Europe. Le gouvernement, les partis politiques et les autorités religieuses ont critiqué la représentation de Mahomet mais ont tenté en même temps d'apaiser la population et d'éviter des réactions violentes qui pourraient troubler le fragile équilibre interne. Des appels au dialogue ont été lancés dans plusieurs pays du Maghreb. Le Conseil des Oulémas au Maroc, par exemple, a considéré que la publication des caricatures constituait un « obstacle à la réalisation de nobles objectifs liés au rapprochement des peuples et à la consolidation des piliers de la paix qui devrait régner entre les Hommes ». La réaction a été très similaire en Algérie : le gouvernement a tenté de minimiser l'importance de cette polémique et la presse a adopté une ligne relativement neutre. Les caricatures ont, bien entendu, été dénoncées comme étant une preuve de la xénophobie européenne contre l'Islam, mais n'ont pas donné lieu à un débat enflammé.

Manipulation de la religion et questions stratégiques

Dans le quatrième groupe de pays – la plupart des pays arabes du Machrek qui ne comptent pas d'importantes communautés en Europe – les réactions ont été déterminées par des considérations stratégiques régionales et internationales, telles que le conflit israélo-arabe ; la guerre en Irak ; le retrait syrien du Liban ; la victoire du Hamas aux élections palestiniennes ; les pressions en faveur d'un programme de réforme politique et la « guerre globale contre la terreur ».

L'Égypte a joué un rôle majeur durant la « crise des caricatures ». Suite au refus du premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen de rencontrer les ambassadeurs de onze pays musulmans à Copenhague, les diplomates égyptiens se sont intensément mobilisés pour dénoncer l'offense faite au prophète et l'attaque contre l'Islam. Le ministre égyptien des affaires étrangères Ahmed Abou Al Ghait a adressé une série de lettres officielles à un nombre considérable de représentants d'organisations régionales et internationales, en vue de la réunion de l'Organisation de la conférence islamique les 7 et 8 décembre à la Mecque et de la réunion exceptionnelle des ministres des affaires étrangères arabes au siège de la Ligue arabe au Caire, le 29 décembre 2005. Le journal officiel Al Ahram a servi de relais à cette campagne diplomatique, en publiant des entretiens avec les diplomates égyptiens et des articles et éditoriaux exprimant une forte indignation contre l'offense du prophète et la position du premier ministre danois.

La crise s'est amplifiée, en fait, après la démonstration de force des islamistes lors des élections générales de novembre et décembre 2005 et la confirmation de la victoire du Hamas aux élections palestiniennes en 2006. Les responsables égyptiens ont par conséquent tenté de contrecarrer la force grandissante des

mouvements politiques islamistes au sein de la vie politique égyptienne. Les positions du gouvernement égyptien et de plusieurs autres gouvernements arabes ont été identiques: Confrontés à une opposition interne croissante de la part de groupes islamistes, ils ont recouru, pour la contrecarrer, à un discours civilisationnel dans les sphères politique et diplomatique. Ceci explique la tonalité du discours des institutions officielles religieuses. En Égypte, par exemple, Al-Azhar (l'institution religieuse officielle) a exprimé une position forte contre la crise des caricatures. Dans une démarche inhabituelle, le grand Imam d'Al-Azhar est apparu au côté de milliers d'étudiants et de professeurs au campus de l'Université Al-Azhar, lors d'une manifestation contre les caricatures. Al-Azhar et de nombreuses organisations islamiques ont appelé au boycott des produits danois. Al-Azhar a même décrété que le boycott constituait une « obligation pour la nation islamique ».

Ce n'est pas une coïncidence si ceci a eu lieu au moment où l'UE avait commencé à montrer plus d'ouverture envers les islamistes modérés et à soutenir plus fermement les droits de l'homme et la réforme politique. Face aux pressions internes et internationales en faveur d'une réforme politique et du respect des droits fondamentaux, certains gouvernements ont choisi d'adopter une position de supériorité vis-à-vis des gouvernements européens. Les gouvernements ont également tenté d'insinuer que le choix se réduisait à deux options : leur modération relative ou le sentiment populaire extrémiste, influencé par les groupes islamistes. En Palestine, les attaques contre les bureaux de la Commission européenne à Gaza, en février, ont été perpétrées non pas par le Hamas mais par les Brigades Yasser, un groupe radical lié au Fatah qui avait perdu les élections et blâmé l'UE par la suite pour avoir appelé à les organiser et par la Brigade al-Quds, faction armée du Jihad islamique.

La manipulation politique des sentiments religieux n'a pas exclusivement eu lieu au Machrek – mais également au Maghreb, à une moindre échelle. Il est à rappeler, par exemple, les attaques perpétrées contre des journaux qui défendent le sécularisme et qui avaient commenté la crise des caricatures sous l'angle de la liberté d'expression, ou la manifestation devant le siège du *Journal Hebdomadaire*, accusé d'avoir soi-disant republié les caricatures.

En Syrie et au Liban, le contexte international a constitué un facteur clé des attaques contre les ambassades norvégienne et danoise, à Damas et à Beyrouth. La Syrie subissait les pressions internationales en faveur de l'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, de septembre 2004 (exigeant le retrait syrien du Liban et l'ouverture d'une enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri). Les attaques contre les ambassades ne résultent pas, dans ce contexte, d'une révolte spontanée de la « masse musulmane » mais plutôt de la démonstration d'une « capacité de nuisance » de la part de ceux qui se sentent lésés par les pressions internationales, qu'ils jugent inacceptables.

Quelles que soient les causes de la violence, la manipulation politique d'un sujet aussi sensible en vue de gains politiques à court terme, a contribué à renforcer les stéréotypes et l'intolérance, et à faire revêtir à la crise un aspect culturel et religieux, au lieu de mettre en évidence sa véritable nature politique.

La manipulation politique d'un sujet aussi sensible en vue de gains politiques à court terme, a contribué à renforcer les stéréotypes et l'intolérance, et à faire revêtir à la crise un aspect culturel et religieux.

L'émergence de nouveaux acteurs

L'analyse montre l'implication d'une grande variété d'acteurs dans le développement de la crise. Les gouvernements ont, en fait, joué un rôle crucial. De plus, l'émergence d'une multitude de nouveaux acteurs clés sur la scène régionale et leurs attitudes vis-à-vis de la crise devraient être prises en considération. En dépit des particularités nationales, certains acteurs ont adopté des attitudes identiques durant la crise. C'est le cas des partis islamistes notamment – qui cherchent à intégrer l'arène politique – et des courants minoritaires extrémistes. Les communautés immigrées ont également joué un rôle important et grandissant dans le cadre des relations euro-méditerranéennes. La brève analyse ci-dessous reflète le rôle joué, durant la crise, par ces acteurs et met particulièrement en évidence les plus influents d'entre eux qui seraient susceptibles de jouer un rôle prépondérant lors d'éventuels incidents de ce type.

Les islamistes : à la recherche d'une reconnaissance

En comparant les déclarations des groupes islamistes avec celles des autorités religieuses dans plusieurs pays, il s'avère que l'attitude des islamistes n'était pas plus radicale que celle des autorités officielles. Les islamistes au Maroc, en Égypte et en Palestine, par exemple, ont généralement géré la crise très prudemment, et ont ainsi bénéficié d'un soutien important. Suite à leur succès électoral en Égypte et en Palestine, ils ont tenté de cultiver l'image de « forces politiques responsables ». Le Parti pour la justice et le développement (PJD) marocain s'est distancié aussi bien de « l'extrémisme » de certains Européens que de l'extrémisme des groupes islamistes. Les Frères musulmans au Caire, le Hamas en Palestine, les courants islamistes à Rabat et des groupes d'obédience islamique, tels que la Jamaa Islamiya, le Hezbollah ou le Jihad islamique au Liban ont organisé de grandes, mais pacifiques, manifestations.

En fait, cette attitude prudente de la part des « islamistes » en général est à lier à leur accès à la scène politique légale (succès électoral du Hamas, en Palestine, et des Frères Musulmans, en Égypte) et leur crainte d'une mise en scène médiatique ou d'une manipulation de la part de l'État, des franges extrémistes qui servirait de prétexte au verrouillage de la scène politique. Leurs déclarations assez tardives (à partir de la fin janvier 2006) et plutôt laconiques ont été axées essentiellement sur la question de « l'atteinte à la personne du prophète » et l'appel au boycott des produits danois et norvégiens. L'objet de leur indignation porte exclusivement sur l'atteinte à la personne du prophète, qui s'inscrit précisément dans la défense de la culture islamique. Les manifestations organisées par les groupes islamistes ont été pacifiques et ont contribué à souligner l'importance des questions religieuses, mais à mettre en évidence surtout la nature modérée de ces groupes organisés et leur volonté de participer à la vie politique dans les limites imposées par la Constitution.

Le Hamas a dénoncé les « caricatures insultantes du prophète de l'Islam, Mohammed » ; le secrétaire général du Hezbollah a été outré par « l'offense faite au prophète » ; les Frères Musulmans ont été outrés par « la ridiculisation du symbol

de la *oumma* » et le secrétariat général du PJP a parlé d'une « atteinte au prophète ». Les slogans scandés lors des manifestations ont concerné essentiellement l'atteinte à la personne du prophète. L'appel au boycott du Hamas et des Frères musulmans, parmi d'autres, inclut une demande adressée aux musulmans et/ou aux États arabes à adopter des positions fermes. Le Guide Suprême des Frères musulmans en Égypte, Mohammed Mahdi Akef, a appelé les musulmans du monde à boycotter les produits norvégiens et danois, et à adopter des mesures fermes vis-à-vis de ces deux États qui ont manqué de respect au symbole de la *oumma* islamique et arabe. De nombreux acteurs ont dénoncé l'« attitude molle » des gouvernements arabes ou critiqué les gouvernements européens, alors que la plupart des groupes islamistes ont eu comme ligne de mire les États danois et norvégien spécifiquement, et non « l'Occident » ou l'Europe.

Les courants extrémistes à base identitaire

Il existe, par ailleurs, la présence d'une minorité extrémiste intolérante – aussi bien au Nord qu'au Sud. Certains ont adopté un discours religieux anti-chrétien, arguant que la crise a révélé le clivage inné qui existe entre l'Islam et la Chrétienté. D'autres ont qualifié la publication des caricatures de « croisade contre l'Islam », en soulignant l'opposition entre le « nous » (musulmans croyants) et « l'Autre » (mécroyants occidentaux). L'Occident a été représenté comme une entité homogène qui menace l'Islam, son identité, ses valeurs et ses symboles sacrés. Certains ont même considéré qu'un complot américano-sioniste serait à l'origine de cette « crise » des caricatures, voire que l'Occident, en particulier les États-Unis et Israël, auraient provoqué la crise des caricatures pour s'en prendre au Hamas ; pour justifier une éventuelle intervention en Iran et/ou pour promouvoir l'idée de « choc entre les civilisations ». La publication des caricatures a provoqué des réactions antisémites dans certains milieux extrémistes. Tel a été le cas du quotidien iranien Hamshahri publié par la municipalité conservatrice de Téhéran, proche du président Mahmoud Ahmadinejad. En réaction à la publication des caricatures danoises du prophète, le journal a lancé un concours de caricatures sur l'Holocauste. Il est à noter que le président iranien, avec l'appui d'historiens révisionnistes, promeut l'antisémitisme en Iran, en contestant notamment la politique israélienne en Palestine et au Liban, afin de gagner le soutien du monde arabe. L'anti-sémitisme est, en fait, une composante de l'extrémisme à base identitaire. Comparable à l'islamophobie, il est toutefois plus axé sur les conséquences politiques. Il est à noter que ses opinions sont contestées en Iran mais qu'il existe un antécédent irréfutable à l'appel à rayer Israël de la carte, exprimé précédemment par l'Ayatollah Khomeini – même s'il n'avait jamais remis en question la réalité de l'Holocauste.

En plus des secteurs traditionnels religieux et des partis politiques islamistes, il existe un courant « à base identitaire » qui prêche l'intolérance vis-à-vis de « l'Occident chrétien », utilise Internet pour répandre son message de haine et emploie un discours « civilisationnel ». Il s'agit en quelque sorte de l'image inversée de la thèse du « choc des civilisations ». De par l'usage d'Internet, ce courant est extrêmement efficace à transmettre son message et s'adresser directement aux mouvements extrémistes en Europe, tels le Hizb ut-Tahrir ou Al-Mouhajiroun en Grande-Bretagne.

Il existe un courant « à base identitaire » qui prêche l'intolérance vis-à-vis de « l'Occident chrétien », utilise Internet pour répandre son message de haine et emploie un discours « civilisationnel ».

Des incidents – tels la « crise des caricatures » – sont toujours bons à prendre pour cette nébuleuse tentaculaire et amorphe qui existe essentiellement dans une réalité virtuelle. Cette nébuleuse de mouvements extrémistes ne devrait pas être confondue avec l'Islam officiel ou les partis politiques islamistes, qu'elle rejette, les considérant impies. Un des problèmes qui résident en Europe est lié à l'inexistence de dialogue entre ces différents groupes. Toute proposition de dialogue semble vaine car les extrémistes rejettent tout simplement les modérés en tant que partenaires de dialogue.

Les autorités religieuses européennes

Bien que certains musulmans aient considéré les caricatures comme une offense perpétrée par « l'Occident chrétien » en tant que bloc homogène, ce sont majoritairement les « chrétiens » sécularistes, et non les chrétiens pratiquants, qui ont défendu la publication des caricatures. En effet, de nombreuses autorités chrétiennes ont critiqué les caricatures et éprouvé de l'empathie envers les musulmans, sur la base du principe du respect des symboles sacrés. Les leaders religieux des milieux catholiques conservateurs notamment, ont été gênés par l'exploitation des sentiments anti immigration durant la crise. Le Vatican a considéré que la publication des caricatures a été aussi « déplorable » que « les actions violentes de protestation », et a appelé les États européens à prendre des mesures contre les journaux qui ont publié les caricatures. Le porte-parole du Vatican a déclaré que : « la liberté de pensée et d'expression, affirmée dans la Déclaration des droits de l'homme, ne peut pas impliquer le droit d'offenser le sentiment religieux des croyants. Ce principe vaut pour quelle religion que ce soit ». Les représentants des autres confessions chrétiennes ont également critiqué les caricatures pour avoir offensé la religion musulmane. Les églises ont notamment tenté d'éviter d'imputer la « responsabilité de la crise » à la « religion ».

Il est crucial, à la lumière des remarques ci-dessus, de distinguer entre « l'Occident chrétien » et « l'Occident » post-chrétien. Un des moyens de souligner la différence entre les deux consiste à comparer les réactions de l'Europe occidentale et celles des États-Unis. Le gouvernement américain a critiqué les caricatures et les médias américains se sont abstenus de les republier. Par ailleurs, l'expression explicite d'une solidarité interreligieuse prend à contre-pied la théorie du « choc des civilisations » et sa dichotomie « Islam vs Occident ». La solidarité entre les chrétiens pratiquants et les musulmans indique que le clivage n'a pas opposé les religions entre elles mais plutôt les « religieux » et les « non religieux ». Il s'agit de la feuille de route pour le dialogue entre les diverses religions annoncée par le pape Benoît XVI. Le pape a déclaré lors d'une conférence en avril 2006 que « le véritable antagonisme qui caractérise le monde aujourd'hui ne se situe pas entre les diverses cultures religieuses, mais entre la montée radicale des hommes de Dieu d'une part, et les grandes cultures religieuses d'autre part ».

La communauté immigrée en Europe : un rôle modérateur

Les communautés musulmanes et leurs représentants ont constitué la tendance dominante qui a tenté d'apaiser les tensions et de prévenir le radicalisme. L'attitude générale a consisté à dénoncer le manque de respect envers l'Islam, à rejeter

une vision radicale du « choc des civilisations » et à condamner tous les actes de violence perpétrés durant la crise (en partie en tant que conséquence des crises passées). En Grande-Bretagne, l'affaire Rushdie a influencé les réactions vis-à-vis des caricatures. Les protestations et manifestations virulentes de la part de musulmans ont engendré une attitude de défense de la liberté d'expression ainsi qu'un sentiment d'anxiété par rapport à la menace que constitue l'immigration aux valeurs « britanniques ». Les organisations officielles musulmanes se sont montrées par conséquent très prudentes dans la formulation de leurs préoccupations. Tout en condamnant les caricatures, considérées comme une offense aux valeurs et aux sentiments des musulmans, les musulmans modérés ont tenté d'apaiser les sentiments de la communauté en vue d'éviter une confrontation majeure. Les communautés musulmanes ont réagi de façon similaire dans les autres pays européens, afin de prévenir toute conséquence majeure de la crise à moyen ou long terme pour la majorité des musulmans.

Il existe manifestement une minorité radicale en Grande-Bretagne, comme par exemple les groupes extrémistes comme Hizb ut-Tahrir et al-Mouhajiroune qui ont tiré profit de l'aliénation de la jeunesse et organisé de grandes manifestations, avec l'extrême gauche, soulignant l'aliénation et « la corruption occidentale ». Les extrémistes ont tenté également de réveiller les angoisses causées par les attaques terroristes de Londres en juillet 2005. Toutefois, la grande majorité des organisations de la communauté musulmane ont tenté de contenir la crise et d'entamer un dialogue avec les gouvernements. Au Danemark, les Danois musulmans ne se sont pas sentis représentés par les « imams médiatisés », notamment après les attaques contre les ambassades danoises en Syrie et au Liban (en effet, selon un sondage effectué en mai 2003, 63% des immigrés musulmans ne se sont pas sentis représentés par ces figures). La crise a engendré la fondation d'un nouveau parti politique, les musulmans démocrates, en mars 2006, qui vise à rassembler les musulmans de culture séculariste qui ne se sentent pas représentés par les imams conservateurs, et qui croient en la compatibilité de la démocratie, de l'Islam et de l'identité danoise, la séparation entre la politique et la religion et préconisent l'absence de différence entre les sécularistes de culture musulmane et ceux de culture chrétienne. Les politiciens appartenant à la communauté musulmane ont agi, dans les autres pays européens, en tant que médiateurs politiques, en canalisant les peurs vis-à-vis de l'intolérance et de la xénophobie au sein des communautés musulmanes. En agissant ainsi, ils ont souligné l'importance du pluralisme politique et de la liberté d'expression pour la gestion de ce type de crises.

Les journalistes et la liberté d'expression

La crise des caricatures a révélé l'importance du rôle joué par les médias dans les sociétés modernes ainsi que le rôle indépendant joué par les journalistes lorsqu'il s'agit de questions liées à la liberté d'expression. Les journalistes européens se sont mobilisés, en général, pour soutenir leurs collègues danois, notamment à la suite d'éventuelles menaces de mort contre deux caricaturistes. Au Sud, de nombreux journalistes ont contesté la publication des caricatures, dénonçant l'offense faite aux sentiments religieux et arguant que cette publication faisait partie d'une campagne

La crise des caricatures a révélé l'importance du rôle joué par les médias dans les sociétés modernes ainsi que le rôle indépendant joué par les journalistes lorsqu'il s'agit de questions liées à la liberté d'expression.

contre les musulmans « stéréotypés ». Certains ont même saisi l'occasion pour souligner la nécessité de consolider la liberté de presse au Sud.

Certains gouvernements ont réagi rapidement à la publication des caricatures, dénonçant les atteintes inadmissibles à la liberté de la presse (même si certains ont tenté d'atténuer ces déclarations de principe afin d'apaiser notamment les sentiments des communautés musulmanes). D'autres gouvernements ont considéré qu'une action devrait être menée contre les responsables, indiquant la nécessité d'élaborer des lois blasphématoires, en vue de protéger l'Islam contre de telles offenses ou d'adopter une convention internationale limitant la critique de la religion. Ce raisonnement contribue à imposer des limites juridiques à la liberté de presse, au nom de la valeur suprême de la religion.

Pour les associations de droits de l'homme, telles que *Human Rights Watch*, la crise a été l'occasion de réitérer le principe de la liberté de presse. Bien qu'elle ait rejeté « les attitudes irrespectueuses et préjudiciables reflétées dans les caricatures », HRW a déclaré que « les gouvernements n'étaient pas habilités à interdire un discours uniquement en raison de son offense ou de son irrespect de la religion », et que « la meilleure façon de contrecarrer un discours désobligeant, était de lui opposer un discours contraire, et non pas la censure ». La question du rôle des médias est cruciale pour le débat démocratique. Les médias et, plus particulièrement, les chaînes télévisées qui cherchent à maximiser leur profit, contribuent à refléter une vision simpliste de la réalité. En effet, il est à noter la prédominance des images de violence dans les bulletins d'information durant « la crise des caricatures », et la mise en lumière, dans les reportages, des événements représentant les diverses réactions aux caricatures.

Ce sujet a, en même temps, suscité un débat sur la liberté de la presse aussi bien dans les pays du Nord que du Sud. Au Maroc, les magazines tels que *Le Journal* et *Tel Quel* ont mis en question les limitations à la publication de caricatures religieuses, plaidant pour le respect de la liberté de la presse, même lorsqu'il s'agit de blasphème. La réaction en Algérie a été similaire. Le gouvernement a tenté de minimiser l'importance de la question et la presse a adopté une ligne relativement neutre. Les caricatures ont été critiquées pour avoir reflété la xénophobie européenne, mais n'ont pas donné lieu à un débat enflammé. Deux journaux, *Essafir* et *Panorama* – respectés par les groupes islamistes – ont en fait publié certaines de ces caricatures au nom de l'encouragement du débat informé. Les rédacteurs en chef ont été arrêtés (provoquant la consternation générale) en vertu des lois visant à préserver « la référence islamique », mais le gouvernement est intervenu afin d'annuler les arrestations et de restaurer le calme. Deux journalistes ont été condamnés, en Jordanie, à deux mois de prison pour avoir publié les caricatures.

Le débat parmi les intellectuels arabes

Dans de nombreux cas, la polémique n'a pas revêtu un caractère théologique mais a été une réaction plutôt d'ordre émotif, de la part de personnes qui se sont senties insultées dans leur foi et leur identité. Ceci serait, dans un certain sens, une « réaction nationaliste », la réaction de la « *oumma islamique* ». La plupart des intellectuels arabes ont désapprouvé la publication des caricatures, bien que leurs réponses aient été différentes. Nombreux d'entre eux ont considéré qu'il s'agissait d'une crise religieuse, résultant d'un manque de respect au prophète de la part de certains chrétiens. D'autres l'ont considérée comme un choc culturel qui dépasse la religion, entre un paradigme séculariste occidental et une civilisation orientale islamique, qui aurait émergé moins à cause des différences entre eux que d'une mauvaise gestion de la crise. D'autres commentateurs ont mis l'accent sur les relations Nord-Sud, qui correspondent « justement » aux relations Est-Ouest, en notant que la crise a pris une tonalité particulièrement politique à cause d'autres aspects de la relation entre deux « civilisations ». Les caricatures jugées offensantes n'auraient pas un tel niveau d'outrage si elles avaient été publiées dans un contexte politique et historique différent. La colère exprimée dans de nombreux pays musulmans a mis en évidence le degré de défiance à l'égard de la politique et des politiciens tant au Nord qu'au Sud quant à leur capacité d'aborder la question des différences culturelles.

D'autres intellectuels arabes ont blâmé les Occidentaux pour avoir été incapables de comprendre la profondeur de l'outrage et de l'humiliation ressentie par les musulmans. Ils n'ont pas blâmé tous les Occidentaux, considérant que ce sont les sentiments de supériorité raciale des extrémistes de droite en Occident qui ont enflammé la crise. La manière dont les dirigeants occidentaux ont géré la crise n'a pas convaincu les intellectuels arabes de l'existence d'un réel effort déployé pour apaiser les sentiments des musulmans. Certains ont argué qu'un rapprochement politique pourrait mettre fin aux tensions qui ont toujours existé entre les camps, pour des raisons religieuses et culturelles. Certains ont estimé que l'échange entre les civilisations occidentale et islamique était inévitable et que l'Europe dépassera ces tensions, comme elle a dépassé les tensions passées avec les églises protestantes et orthodoxes et les juifs.

Une autre thèse a considéré que la crise représentait un piège politique et non culturel. Les partisans de cette thèse n'ont pas mis l'accent sur la polarisation entre les musulmans et l'Occident, mais plutôt entre les modérés et les extrémistes. Selon cette thèse, la colère de la « rue arabe » signale la lassitude des gens ordinaires de ne bénéficier d'aucun droit et d'être constamment bousculés. Il n'existe pas, selon elle, de choc civilisationnel. Elle considère, en fait, qu'il n'existe qu'une seule humanité ; que la civilisation humaine consiste en une interaction et une coopération entre toutes les cultures et que la raison de l'échec d'une culture à échanger avec d'autres cultures et/ou du choix de l'isolement ou de la confrontation a trait au fait qu'elle ait été confisquée par les régimes despotiques. Cette thèse a été exprimée lors de la plupart des protestations.

La mesure la plus fréquemment recommandée a été le dialogue, même si les avis quant à la nature et aux modalités de dialogue ont varié : certains ont prôné le dialogue religieux, d'autres ont mis l'accent sur la nécessité du dialogue « entre égaux », d'autres encore sur un dialogue en vue d'initier les citoyens occidentaux à

La colère exprimée dans de nombreux pays musulmans a mis en évidence le degré de défiance à l'égard de la politique et des politiciens tant au Nord qu'au Sud quant à leur capacité d'aborder la question des différences culturelles.

l'Islam. Certains ont souhaité que le dialogue ne soit pas conduit par des religieux. Ne se limitant pas à des questions théologiques selon eux, il devrait recouvrir des questions politiques et sociales et impliquer au côté des religieux des intellectuels et d'autres figures publiques. Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur méfiance à l'égard du dialogue culturel, en mentionnant les échecs du passé (monologues, occidentalocentrisme, réaffirmation des stéréotypes, dialogue élitiste). Ils ont souligné que le problème réside principalement dans les conditions politiques et économiques injustes et que les citoyens moyens étaient moins intéressés par le dialogue que par l'amélioration de leurs conditions de vie. En effet, tandis que certains ont considéré qu'il s'agissait d'un conflit religieux, beaucoup d'autres l'ont considéré comme une question politique et culturelle complexe.

Certains ont appelé l'organisation de la conférence islamique et la Ligue arabe à jouer un rôle prééminent pour la défense de l'Islam. Nombreux sont ceux qui ont appelé à l'adoption d'une loi internationale, interdisant les insultes aux religions et aux symboles religieux. Ils n'ont cependant pas tous mis l'accent sur le manque de respect à l'égard de l'Islam en Occident, soulignant un manque de respect parmi les musulmans mêmes (les bombardements réciproques de mosquées chiites et sunnites et les assassinats des religieux des deux confessions susmentionnées). Certains ont considéré que les caricatures de Mahomet étaient plus le résultat des conceptions des terroristes et de leurs sympathisants, que des Occidentaux ; d'autres ont imputé au monde islamique la responsabilité de l'amalgame entre Islam et terrorisme, considérant que les manifestations auraient dû être axées sur le terrorisme, plus offensif à l'Islam que les caricatures. D'autres ont appelé les musulmans résidant en Occident à s'organiser pour augmenter l'impact « électoral » des communautés islamiques dans les pays occidentaux et former des lobbies politiques, en vue de l'adoption d'une loi obligeant les médias à respecter les sentiments religieux des musulmans.

Le problème des perceptions négatives mutuelles

Les perceptions importent : elles constituent le fondement de ce qui deviendrait des éditoriaux, articles, études académiques, programmes des partis politiques et politique gouvernementale. En dépit des hypothèses confortables relatives à la notion « d'inclusion dans la diversité », qui inspire le projet européen et le Processus de Barcelone, des perceptions négatives se sont développées tant en Europe que dans le sud de la Méditerranée. De nombreux Occidentaux pensent que « l'Islam » leur déclare la guerre à travers des moyens militaires, politiques et culturels et ils tentent de persuader les membres de leur « civilisation » de la gravité du danger et de l'urgence d'agir pour lui faire face. De nombreux musulmans pensent pour leur part que « l'Occident » leur déclare la guerre, et incitent leurs co-religionnaires à « se réveiller » et à joindre la résistance. La « crise des caricatures » a exacerbé ces sentiments de part et d'autre. De nombreux musulmans ont considéré la publication des caricatures comme une action concertée par les Occidentaux contre le prophète, d'où la nécessité, selon eux, d'une réponse vigoureuse. Pour bon nombre d'entre eux, l'attaque contre le prophète a fait l'objet d'une manifestation de xénophobie, d'intolérance et d'attaque envers les musulmans. En effet, pour bon nombre de musulmans qui ont des sentiments religieux profonds, xénophobie, intolérance et blasphème sont confondus. L'opinion générale a exprimé

une incompréhension face à cette attaque par le biais des caricatures. La réaction des musulmans a été perçue par un grand nombre de personnes en Occident comme une atteinte aux valeurs démocratiques de base et aux principes de sécularisme – laïcité –, considérant que l'Islam était intrinsèquement incompatible avec ces valeurs et que le « choc des civilisations » était inévitable. La crise a montré que de telles perceptions et incompréhensions accumulées devraient être prises au sérieux.

Ces réactions sont répertoriées dans l'enquête sur les attitudes globales Pew qui s'interroge si la « crise des caricatures » a été engendrée par le manque de respect occidental ou par l'intolérance musulmane. La majorité des musulmans (dans les pays musulmans et occidentaux) ont blâmé les Occidentaux, alors que ces derniers ont, pour une grande part, blâmé l'intolérance musulmane. En France, en Espagne et en Allemagne par exemple, 21 à 28% des répondants ont blâmé l'intolérance musulmane, tandis que 86% des répondants en Jordanie et en Égypte ont blâmé les Occidentaux. Il est intéressant de noter que la crise ne semble pas avoir modifié les attitudes vis-à-vis de la gouvernance démocratique, et l'enquête a montré que les musulmans aussi bien en Europe que dans les pays majoritairement musulmans sont plus optimistes quant aux perspectives de démocratie dans le monde arabe que ceux qui vivent en Europe. Selon une enquête récente du German Marshall Fund sur les tendances transatlantiques, 56% des Européens ne considèrent pas que les valeurs de l'Islam sont compatibles avec les valeurs de la démocratie. La majorité considère cependant que le problème réside dans certains groupes islamistes et non dans l'Islam en général. Il existe un paradoxe : d'une part, les Européens semblent reconnaître que seule une minorité, dans les pays musulmans, – même s'il s'agit d'une minorité puissante – s'oppose aux valeurs de la démocratie ; d'autre part, la plupart d'entre eux semblent amalgamer les opinions de cette minorité avec celle des autres musulmans, pour conclure, par la suite, que « l'Islam » dans l'ensemble, est incompatible avec la démocratie.

Il existe une nette convergence entre les Européens et les peuples sud-méditerranéens sur un certain nombre de questions internationales clés, y compris la guerre en Irak. Selon l'enquête sur les attitudes globales Pew, la majorité des enquêtés des deux rives de la Méditerranée considèrent que l'Irak a engendré plus d'instabilité dans le monde (plus de 70% en France, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne, Jordanie, Turquie et Égypte). Ceci montre qu'il existe un pont reliant les deux rives de la Méditerranée, qui contredit la vision selon laquelle « l'Occident » constitue un bloc homogène.

Une première conclusion : lutter contre les politiques identitaires

En dépit des différentes réactions à la crise des caricatures, il est à noter certains points communs entre les pays du Nord et du Sud et les communautés musulmanes migrantes en Europe. Il faut noter également les perceptions partagées autour de l'idée selon laquelle les sentiments religieux ont été incontestablement offensés et que la crise est liée à la « guerre contre la terreur » et à la représentation de l'Islam en tant « qu'ennemi ». Dans les pays du Sud, l'attention a été généralement portée sur la défense des sentiments religieux et sur la critique de l'amalgame entre Islam et terrorisme. Certains gouvernements et mouvements politiques ont tenté d'exploiter la crise à des fins politiques, et nourri ainsi l'intolérance sur la base de différences religieuses et culturelles.

La « crise des caricatures » a montré jusqu'où certains leaders politiques pouvaient aller afin de combattre des forces d'opposition internes, exploitant les sentiments religieux et associant la religion à un nationalisme défensif, provoquant ainsi un préjudice à des fins politiques.

Parmi les stéréotypes culturels et religieux, celui qui a le plus fort impact est celui adopté par une « nouvelle xénophobie » grandissante, fondée sur la politique identitaire, qui associe Islam et obscurantisme. Il ne s'agit pas de l'ancienne position traditionnelle antisémite et anti-islamique de l'extrême-droite, telle que celle des mouvements antidémocratiques d'avant-guerre, mais d'une nouvelle attitude au sein des partis démocratiques qui défend une identité politique et culturelle nationale, perçue comme menacée par les immigrés et leurs descendants. Les groupes extrémistes, au Sud, ont su manipuler le sentiment public, en faveur d'arguments soutenant la division civilisationnelle, et par conséquent, le rejet des institutions et des pratiques politiques, perçues comme le reflet du projet occidental sécularisant, c'est-à-dire la démocratie. En effet, la « crise des caricatures » a montré jusqu'où certains leaders politiques pouvaient aller afin de combattre des forces d'opposition internes, exploitant les sentiments religieux et associant la religion à un nationalisme défensif, provoquant ainsi un préjudice à des fins politiques. Pour certains, le phénomène de l'extrémisme des groupes qui se disent islamiques, est le résultat d'une croyance religieuse, et ils identifient ainsi un groupe humain entier de croyants, caractérisé par son manque de respect des droits de l'homme et sa violence. D'autres considèrent que la religion constitue l'unique référence identitaire.

Malgré la perception générale selon laquelle la crise a été sérieuse et a opposé le Nord au Sud, la tendance a consisté à tenter, de part et d'autre de la Méditerranée, de contenir la crise et non de la laisser se propager. La majorité des gouvernements européens ont tenté d'apaiser les tensions, promouvant le dialogue avec des organisations musulmanes dans leurs pays et se distanciant de la position adoptée par le gouvernement danois. Cette attitude a été critiquée par les secteurs anti-musulmans qui ont tenté d'exploiter la crise pour des raisons politiques, et par ceux qui ont considéré que les gouvernements n'ont pas défendu la liberté d'expression avec vigueur. Il est à noter cependant que tout le monde avait conscience que les communautés musulmanes et les relations euro-méditerranéennes allaient subir les conséquences d'une crise exploitée de manière extrême. La majorité des pays se sont distanciés, par conséquent, des quelques-uns qui ont choisi d'envenimer la crise, dans le but de renforcer leur pouvoir de négociation face à l'Europe. Nombreux sont ceux qui ont considéré et qui considèrent, aussi bien au Nord qu'au Sud, que la crise n'a pas démontré l'existence d'une division culturelle et civilisationnelle, privilégiant l'interaction et la coopération entre toutes les cultures. Selon les partisans de ce point de vue, une nation (ou un groupe de nations) qui n'arrive pas à coopérer avec d'autres au nom de la « culture » ou qui opte pour l'isolement ou la collision, est soit dominée par un régime despotique, soit influencée par une « politique identitaire » extrémiste.

La solution clé pour combattre toutes les formes identitaires fondées sur le nationalisme réside dans la défense de la démocratie et du droit à la diversité culturelle et religieuse. L'analyse de la « crise des caricatures » montre qu'il est possible de développer un agenda euro-méditerranéen pour promouvoir la défense des droits fondamentaux et combattre l'intolérance. Il est nécessaire, pour ce faire, de développer, dans ce flou décevant des interprétations civilisationnelles, une manière d'appréhender les réalités politiques et sociales.